



Rapport financier semestriel

30 juin 2013

ID LOGISTICS GROUP

Société anonyme au capital de 2 791 440,50 €

Siège social : 410, route du Moulin de Losque - 84300 Cavaillon

RCS AVIGNON 439 418 922

Table des matières

1	PERSONNE RESPONSABLE	3
1.1	RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	3
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
3	ETATS FINANCIERS RESUMES	10
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	23

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Monsieur Eric Hémar, Président Directeur Général d'ID Logistics Group.

1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des risques principaux et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Cavaillon, le 28 août 2013

Eric Hémar
Président Directeur Général

2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2013 tels qu'ils figurent au chapitre 3 « Etats financiers condensés » du Rapport financier semestriel.

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans ce chapitre ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir de chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100%.

2.1 Faits marquants du premier semestre

En date du 13 juin 2013, le Groupe a signé un protocole d'accord en vue d'acquérir le groupe CEPL, spécialiste français de la préparation détail mécanisée. Cette société offre à ses clients, fabricants et distributeurs, un service de préparation de commandes à l'unité. La société gère 600 000 m² sur 27 sites logistiques. Elle emploie aujourd'hui 2 200 salariés dans quatre pays (France, Espagne, Allemagne et Pays-Bas). Au titre de l'exercice de douze mois clos le 31 août 2013, CEPL devrait réaliser un chiffre d'affaires estimé à 180 millions d'euros.

2.2 Compte de résultat consolidé

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires	310,7	268,0
Achats et charges externes	(161,5)	(134,9)
Charges de personnel	(128,6)	(117,4)
Impôts et taxes	(5,0)	(3,9)
Autres produits (charges) courants	(0,1)	0,1
(Dotations) reprise nettes aux provisions	0,6	(0,5)
Dotations nettes aux amortissements	(7,7)	(7,0)
Résultat opérationnel courant	8,5	4,5
Charges non courantes	-	(6,4)
Résultat opérationnel	8,5	(1,9)
Résultat financier	(1,7)	(1,5)
Impôt sur le résultat	(2,7)	0,3
Quote-part de résultats des entreprises associées	0,0	0,0
Résultat net de l'ensemble consolidé	4,2	(3,0)
Dont part des intérêts minoritaires	0,3	(0,2)
Dont part du groupe	3,9	(2,8)

Au 30 juin 2013, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 310,7 M€. Il est en hausse de 15,9% par rapport à 2012 (18,9% à périmètre et taux de change comparables et hors activités de fruits et légumes arrêtées en juin 2012) et se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
----------------------------	------------	------------

France	180,2	168,6
International	130,5	99,4
Total chiffre d'affaires	310,7	268,0

Le chiffre d'affaires France est en croissance de 6,9% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013. L'intégration des activités de France Paquets, société acquise en décembre 2012, compense quasi intégralement l'arrêt en juin 2012 des activités de messagerie et de groupage de fruits et légumes. A données comparables, la croissance organique en France s'élève à +7,8% grâce notamment à l'effet des nouveaux contrats démarrés au cours de 2012.

A l'international, le chiffre d'affaires est en croissance de 31,3% sur la même période. Hors effet de change défavorable principalement dû à l'évolution du réal brésilien, l'activité à l'international est en très forte croissance de 38,1%, tirée principalement par la forte croissance des marchés émergents, notamment le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Pologne.

Compte tenu de ces variations respectives, la part de l'international continue à augmenter et représente, au 30 juin 2013, 42% de l'activité du Groupe.

Les achats et charges externes ont représenté 161,5 M€ sur les six premiers mois de 2013, soit 52,0% du chiffre d'affaires, en hausse par rapport à la même période en 2012 (50,3% du chiffre d'affaires). Cette hausse est principalement due au recours plus important à l'interim au premier semestre 2013 en lien avec les nombreux démarrages de nouveaux sites depuis mi-2012.

Les charges de personnel s'élèvent à 128,6M€ et représentent 41,4% du chiffre d'affaires au 30 juin 2013 contre 117,4 M€ et 43,8% du chiffre d'affaires au 30 juin 2012. Cette baisse par rapport au chiffre d'affaires est principalement due à l'impact défavorable au premier semestre 2012 de l'arrêt des services de messagerie et groupage de fruits et légumes annoncée en février 2012 sans pouvoir ajuster les coûts de personnel au niveau d'activité, dans l'attente de la finalisation de la procédure de départs qui a été effective à partir de juin 2012. Elle est également due, dans une moindre mesure, à la comptabilisation en moins des charges de personnel d'un produit de 1,5 M€ à recevoir au titre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité Emploi (CICE) pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013. Enfin, cette baisse est la contrepartie d'un recours plus important à l'interim comme indiqué plus haut.

Les impôts et taxes évoluent en ligne avec la progression de chiffre d'affaires entre les premiers semestres 2012 et 2013. Comme au premier semestre 2012, les autres produits et charges restent quasi-nuls au premier semestre 2013. De même, les dotations ou reprises nettes de provisions restent proches de l'équilibre.

Les amortissements augmentent à un rythme légèrement inférieur à celui du chiffre d'affaires.

Compte tenu de ces variations, les marges opérationnelles courantes ont évolué comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
France	7,2	3,5
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>4,0%</i>	<i>2,1%</i>
International	1,3	1,0
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>1,0%</i>	<i>1,0%</i>
Total	8,5	4,5
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>2,7%</i>	<i>1,7%</i>

Le résultat opérationnel courant ressort au 30 juin 2013 à +8,5 M€, soit une marge opérationnelle de 2,7% en amélioration sensible par rapport au 30 juin 2012. Elle avait alors été impactée défavorablement par les services de messagerie et de groupage de fruits et légumes qui, jusqu'à leur arrêt en juin 2012, avaient enregistré une perte opérationnelle courante de -1,9 M€ pour un chiffre

d'affaires de 5,0 M€. Par ailleurs, et comme indiqué plus haut, le Groupe bénéficie depuis le 1^{er} janvier 2013 du CICE pour un montant de 1,5 M€ sur le premier semestre 2013.

Les charges non courantes au 30 juin 2012 correspondaient aux coûts d'arrêt des services de messagerie et de groupage de fruits et légumes.

Le résultat financier comprend pour l'essentiel une charge nette de financement de 1,6 M€ au 30 juin 2013 contre 1,3 M€ au 30 juin 2012. Cette hausse provient notamment de moins bonnes conditions de rémunération des excédents de trésorerie au Brésil et en Argentine. Les autres éléments du résultat financier étaient constitués des charges nettes liées aux instruments de couverture de taux d'intérêt pour 0,2 M€ au 30 juin 2012. Ce montant est proche de zéro au 30 juin 2013.

La ligne impôt comprend une charge de contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de 1,7 M€ au 30 juin 2013, stable par rapport au 30 juin 2012. Hors CVAE, au 30 juin 2013, l'impôt sur les résultats est une charge de 1,0 M€ calculée sur la base d'un taux effectif d'impôt pour le Groupe de 27%. L'impôt sur les résultats était un produit de 2,0 M€ au 30 juin 2012 calculé sur la base d'un taux effectif d'impôt pour le Groupe de 22% à l'exception des charges non courantes pour lesquelles l'économie d'impôt correspondante avait été calculée au taux réel de 36,1%.

La quote-part de résultats des entreprises associées reste stable au 30 juin 2013 par rapport au 30 juin 2012.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé est un bénéfice de 4,2M€ pour le premier semestre 2013 à comparer à une perte de 3,0 M€ pour le premier semestre 2012.

2.3 Flux de trésorerie consolidés

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net	4,2	(3,0)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	7,3	8,4
Charges d'impôts nettes des impôts versés	(0,4)	(2,8)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	1,6	1,3
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(0,2)	0,0
Quote-part de résultat non distribué entreprises associées	(0,0)	(0,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1,0)	(0,4)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11,6	3,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(8,4)	(10,7)
Emissions (remboursements) nets d'emprunts	(1,4)	(1,6)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	(1,6)	(1,3)
Opérations sur actions propres	(0,0)	(0,3)
Augmentation de capital nette de frais	-	26,7
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(3,0)	23,5
Effet de change	(0,2)	(0,3)
Variation de trésorerie courante nette	(0,1)	16,0
Trésorerie courante nette à l'ouverture	45,5	18,0
Trésorerie courante nette à la clôture	45,4	34,0

Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est de 11,6 M€ sur le premier semestre 2013, en forte amélioration par rapport au premier semestre 2012 (3,4 M€).

- Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'activité a généré 12,6 M€ sur le premier semestre 2013, à comparer à 3,8 M€ sur la même période en 2012. Le premier semestre 2012 avait été impacté défavorablement par les services de messagerie et de groupage de fruits et légumes au travers de leurs pertes courantes et de l'impact des coûts de leur arrêt début juin 2012. Retraité de ces montants, l'activité avait généré 11,2 M€ avant variation de besoin en fonds de roulement au premier semestre 2012.
- La variation du besoin en fonds de roulement a représenté une consommation de -1,0 M€ de trésorerie sur les six premiers mois de 2013 contre -0,4 M€ sur les six premiers mois de 2012. Cette variation avait bénéficié au cours du premier semestre 2012 du fait que l'ensemble des charges concernant l'arrêt des services de messagerie et de groupage de fruits et légumes n'avait pas été décaissé sur la période. A contrario, elle a été défavorablement impactée par une partie du décaissement réalisée pour 0,9 M€ au cours du premier semestre 2013. Retraité de ces montants, la variation du besoin en fonds de roulement a été de -0,1 M€ au 30 juin 2013, en amélioration par rapport aux - 3,9 M€ du 30 juin 2012.
- Au global, le flux net de trésorerie généré par l'activité, hors effets liés aux services de messagerie et de groupage de fruits et légumes, ressort à +12,5 M€ sur le premier semestre 2013 à comparer à + 7,2 M€ sur le premier semestre 2012.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'est élevé à 8,4 M€ sur les six premiers mois de 2013 à comparer à 10,7 M€ sur la même période en 2012. Cette baisse s'explique par les démarrages de nouveaux sites sur le premier semestre 2012, notamment en France avec la nouvelle plateforme nationale pour Marionnaud pour laquelle une solution mécanisée avait été mise en place.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Au total, les opérations de financement ont consommé 3,0 M€ de trésorerie courante nette sur les six premiers mois de 2013 contre une contribution à hauteur de 23,5 M€ à la trésorerie courante nette sur les six premiers mois de 2012.

- Le premier semestre 2012 avait été marqué par une augmentation de capital de 26,7 M€ nette de frais liés à cette opération dans le cadre de l'introduction en bourse du Groupe.
- Les opérations sur actions propres correspondent aux opérations dans le cadre du contrat de liquidité du Groupe.
- Les remboursements nets d'emprunts sont comparables à ceux du premier semestre 2012.

Compte tenu de ces différents éléments et après prise en compte des effets de change, la trésorerie courante nette du Groupe est restée stable sur le premier semestre 2013 à comparer à une génération de +16,0 M€ sur le premier semestre 2012, dont +22,3 M€ d'éléments favorables non récurrents.

2.4 Bilan consolidé

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Actifs non courants	143,1	142,8
Clients	104,6	94,9
Fournisseurs	(81,1)	(74,9)
Dettes fiscales et sociales	(84,7)	(78,7)
Autres créances nettes et provisions	6,6	2,0
Besoin en fonds de roulement	(54,6)	(56,7)
Dette financière nette	8,4	8,9
Capitaux propres part du groupe	77,1	74,7
Intérêts minoritaires	3,0	2,5
Capitaux propres	80,1	77,2

Les actifs non courants restent stables par rapport au 31 décembre 2012 malgré la croissance du chiffre d'affaires, en ligne avec un modèle de développement peu consommateur d'actifs immobilisés.

Le besoin en fonds de roulement représente une ressource nette de 54,6 M€ au 30 juin 2013. Les principales variations par rapport au 31 décembre 2012 sont :

- les créances clients augmentent en ligne avec l'activité : elles représentent 51 jours de chiffre d'affaires au 30 juin 2013, un niveau comparable à celui du 31 décembre 2012.
- le délai de paiement des fournisseurs est à 75 jours d'achats au 30 juin 2013. Il est en baisse par rapport au 31 décembre 2012 (79 jours) mais comparable au 30 juin 2012 (74 jours).
- les dettes fiscales et sociales représentent 49 jours de chiffre d'affaires au 30 juin 2013, à comparer à 51 jours au 31 décembre 2012.
- Les autres créances nettes et provisions ont augmenté de 4,6 M€ par rapport au 31 décembre 2012 notamment du fait du CICE et de charges constatées d'avances liées à l'acquisition du Groupe CEPL intervenue en juillet 2013.

La dette financière du groupe se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Crédit baux immobiliers	26,5	27,9
Locations financement d'actifs	22,2	20,9
Autres dettes financières	5,0	5,6
Dette financière brute	53,7	54,4
Trésorerie courante nette	45,4	45,5
Dette financière nette	8,4	8,9

Au 30 juin 2013, l'essentiel de la dette financière du Groupe (sous forme d'emprunt bancaire, de crédit-bail ou de contrat de location financement) est contracté par des entités juridiques françaises. A cette date, et avant prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, 51% de la dette financière du Groupe est libellée en taux variable. Après prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, une part non-significative de la dette financière du Groupe reste libellée en taux variable.

Les capitaux propres ont augmenté de 2,9 M€ à 80,1 M€. Ils ont été impactés favorablement par le bénéfice net de 4,2 M€ enregistré sur le premier semestre 2013 et défavorablement par un effet de change pour - 1,3 M€.

2.5 Evolution récente et perspectives

- **Saisonnalité**
Le groupe ne présente pas une forte saisonnalité de son chiffre d'affaires même si, compte tenu de la typologie de son portefeuille client et de son profil de croissance, et hors arrêt d'activité significatif, le chiffre d'affaires du second semestre est en général légèrement supérieur à celui du premier semestre.
En revanche, l'activité du 1er semestre connaît une volatilité plus forte des volumes traités avec des écarts plus importants entre les points hauts et les points bas d'activité qu'au deuxième semestre. Cette volatilité se traduit par une moins bonne productivité des opérations et un résultat opérationnel courant du premier semestre en général inférieur à celui du second semestre.
- Compte tenu de la bonne activité enregistrée au cours du premier semestre 2013, le Groupe est confiant dans sa capacité à réaliser en 2013 l'objectif de croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires qu'il s'est fixé. Le résultat opérationnel courant devrait également progresser en montant.
- En juillet 2013, le Groupe a finalisé l'acquisition du groupe CEPL, spécialiste français de la préparation détail mécanisée. Cette société offre à ses clients, fabricants et distributeurs, un service de préparation de commandes à l'unité. La société gère 600 000 m² sur 27 sites logistiques. Elle emploie 2 200 salariés dans quatre pays (France, Espagne, Allemagne et Pays-Bas). Au titre de l'exercice de douze mois clos le 31 août 2013, CEPL devrait réaliser un chiffre d'affaires estimé à 180 M€. Dans le cadre de cette acquisition, ID Logistics Group a procédé à une augmentation de capital pour un montant global de 4,0 M€ et a contracté un emprunt pour un montant de 75,0 M€.

2.6 Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes concernant le Groupe tels que détaillés au chapitre 2 du Document de Référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 30 avril 2013 n'ont pas évolué de façon significative au 30 juin 2013. A cette date, ils restent les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté.

3 ETATS FINANCIERS CONDENSES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires		310 725	267 999
Achats et charges externes		(161 502)	(134 930)
Charges de personnel		(128 603)	(117 372)
Impôts et taxes		(4 971)	(3 930)
Autres produits (charges) courants		(57)	148
Dotations nettes aux amortissements		(7 667)	(6 973)
(Dotations) reprises nettes aux provisions		551	(459)
Résultat opérationnel courant		8 476	4 483
Charges non courantes		-	(6 388)
Résultat opérationnel		8 476	(1 905)
Produits financiers	Note 8	526	535
Charges financières	Note 8	(2 202)	(2 005)
Résultat du groupe avant impôt		6 800	(3 375)
Impôt sur le résultat	Note 9	(2 652)	343
Quote part de résultats des entreprises associées		45	2
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 193	(3 030)
Dont part des intérêts minoritaires		345	(196)
Dont part du groupe		3 848	(2 834)
Résultat net part du groupe par action			
de base (en euros)	Note 10	0,70	(0,63)
dilué (en euros)	Note 10	0,67	(0,59)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)		30/06/2013	30/06/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 193	(3 030)
Ecarts de conversion		(1 356)	(509)
Autres éléments du résultat global		160	(24)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts		(1 196)	(533)
Résultat global		2 997	(3 563)
Dont part des intérêts minoritaires		456	(209)

Dont part du groupe	2 540	(3 354)
---------------------	-------	---------

BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Ecarts d'acquisition	Note 1	60 641	60 641
Immobilisations incorporelles	Note 1	3 365	3 472
Immobilisations corporelles	Note 2	65 583	65 961
Titres des entreprises associées		1 186	1 141
Autres actifs financiers non courants		3 284	2 664
Impôts différés actifs		8 998	8 887
Actifs non courants		143 057	142 766
Stocks		225	221
Clients	Note 3	104 620	94 919
Autres créances	Note 3	25 895	20 692
Autres actifs financiers courants		3 794	3 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 4	46 063	46 847
Actifs courants		180 597	165 799
Total de l'actif		323 654	308 565
Capital social	Note 5	2 737	2 737
Primes	Note 5	49 562	49 562
Ecarts de conversion		(2 154)	(823)
Réserves consolidées		23 142	19 075
Résultat de l'exercice		3 848	4 118
Capitaux propres part du groupe		77 135	74 669
Intérêts hors groupe		2 670	2 194
Ecart de conversion hors groupe		(29)	(142)
Résultat hors groupe		345	479
Intérêts minoritaires		2 986	2 531
Capitaux propres		80 121	77 200
Dettes financières à plus d'un an	Note 6	40 887	41 702
Provisions à long terme	Note 7	2 030	1 893
Impôts différés passifs		115	116
Passifs non courants		43 032	43 711
Provisions à court terme	Note 7	8 471	8 975
Dettes financières à moins d'un an	Note 6	12 141	11 839
Autres passifs financiers courants		712	863
Découverts bancaires	Note 4	678	1 380
Fournisseurs		81 142	74 869
Autres dettes		97 357	89 728
Passifs courants		200 501	187 654
Total du passif		323 654	308 565

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ID LOGISTICS GROUP

(en milliers d'euros)	Note	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net		4 193	(3 030)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		7 331	8 372
Variation de la juste valeur des instruments financiers		(150)	13
Quote-part de résultat non distribué des entreprises associées		(45)	(2)
Variation du besoin en fonds de roulement	Note 11	(996)	(384)
Flux net de trésorerie généré par l'activité après coût de l'endettement financier net et impôt		10 333	4 969
Charge d'impôts	Note 9	2 652	(343)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	Note 8	1 614	1 283
Flux net de trésorerie généré par l'activité avant coût de l'endettement financier net et impôt		14 599	5 909
Impôts versés		(3 041)	(2 480)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		11 558	3 429
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Notes 1- 2	(8 200)	(10 616)
Acquisitions d'immobilisations financières		(921)	(865)
Dettes sur acquisitions d'immobilisations		75	111
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		479	175
Cessions d'immobilisations financières		168	522
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(8 399)	(10 673)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	Note 8	(1 614)	(1 283)
Emission d'emprunts		5 766	6 536
Remboursements d'emprunts		(7 190)	(8 143)
Opérations sur actions propres		(10)	(257)
Augmentation de capital		-	26 668
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(3 048)	23 521
Effets de change		(193)	(297)
Variation de la trésorerie courante nette		(82)	15 980
Trésorerie courante nette à l'ouverture	Note 4	45 467	17 973
Trésorerie courante nette à la clôture	Note 4	45 385	33 953

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différences de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
31 décembre 2011	2 053	22 887	19 483	59	44 482	2 550	47 032
Résultat net 1er semestre 2012			(2 834)		(2 834)	(196)	(3 030)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(508)	(508)	(13)	(521)
Actions propres			(256)		(256)		(256)
Augmentation de capital	684	26 675			27 359		27 359
30 juin 2012	2 737	49 562	16 393	(449)	68 243	2 341	70 584
Résultat net 2ème semestre 2012			6 952		6 952	675	7 627
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			40	(374)	(334)	(344)	(678)
Actions propres			15		15		15
Distribution de dividendes					-	(281)	(281)
Variation des pourcentages d'intérêts			(207)		(207)	140	(67)
31 décembre 2012	2 737	49 562	23 193	(823)	74 669	2 531	77 200
Résultat net 1er semestre 2013			3 848		3 848	345	4 193
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			25	(1 331)	(1 306)	110	(1 196)
Actions propres			(76)		(76)		(76)
30 juin 2013	2 737	49 562	26 990	(2 154)	77 135	2 986	80 121

NOTES ANNEXES

1 INFORMATIONS GENERALES

ID Logistics Group SA est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé au 410, route du Moulin de Losque 84300 Cavaillon. ID Logistics Group SA et ses filiales (ci-après le « Groupe ») exercent leurs activités dans le métier de la logistique, en France et dans une dizaine de pays.

Les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 août 2013. Sauf indication contraire, ils sont présentés en milliers d'euros.

Il n'y a pas de saisonnalité marquée dans notre activité à fin juin 2013 en terme de chiffre d'affaires.

2 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 Comptes intermédiaires

En application du Règlement européen n° 1606-2002, les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe ID Logistics au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, disponibles à l'adresse web id-logistics.com.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés 2012, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.
- Le produit comptabilisé en déduction des charges de personnel sur la période au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspond au prorata du produit estimé de l'année.

2.2 Evolution des règles et méthodes comptables

2.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour l'exercice 2013

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2013 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- Amendements à IFRS 1 - Hyperinflation grave et Prêts gouvernementaux ;
- Amendements à IFRS 7 - Compensation des actifs et passifs financiers ;
- Amendements à IAS 12 - Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- Amendements à IAS 19 - Avantages du personnel ;
- Améliorations annuelles 2012 des IFRS (mai 2012) ;
- IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur ;
- IFRIC 20 - Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.

Amendements à IAS19 – Avantages du personnel.

Cet amendement d'application rétrospective apporte trois modifications principales à la comptabilisation des avantages du personnel postérieurs à l'emploi :

- comptabilisation immédiate de l'intégralité des écarts actuariels en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat ;
- comptabilisation immédiate en résultat, lors de l'amendement d'un régime, de l'intégralité du coût des services passés ;
- et suppression de la notion de rendement attendu des actifs en résultat, remplacée par un rendement normatif dont le taux est égal, quelle que soit la stratégie d'investissement, au taux

d'actualisation de l'obligation, l'excédent du rendement réel sur ce rendement normatif étant immédiatement crédité en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les impacts correspondants sont non significatifs et l'information comparative n'a pas fait l'objet d'un retraitement.

2.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour les exercices 2014 et suivants

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes, et autres amendements et interprétations approuvés par l'Union européenne, notamment :

- Amendements à IAS 27 - Etats financiers individuels ;
- Amendements à IAS 28 - Participation dans des entreprises associées et dans des coentreprises ;
- Amendements à IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers ;
- Amendements à IFRS 10, 11,12 - Dispositions transitoires ;
- IFRS 10 - États financiers consolidés ;
- IFRS 11 - Accords conjoints ;
- IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements de normes et interprétations non encore approuvés par l'Union européenne, notamment :

- Amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 - Entités d'investissement ;
- IFRS 9 - Instruments financiers ;
- IFRIC 21 – Prélèvements.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Le Groupe n'a connu aucune variation de périmètre significative au cours du premier semestre 2013.

En date du 13 juin 2013, le Groupe a signé un protocole d'accord en vue d'acquérir le groupe CEPL, spécialiste français de la préparation détail mécanisée. Cette société offre à ses clients, fabricants et distributeurs, un service de préparation de commandes à l'unité. La société gère 600 000 m² sur 27 sites logistiques. Elle emploie aujourd'hui 2 200 salariés dans quatre pays (France, Espagne, Allemagne et Pays-Bas). Au titre de l'exercice de douze mois clos le 31 août 2013, CEPL devrait réaliser un chiffre d'affaires estimé à 180 millions d'euros.

4 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à IFRS 8 – "Secteurs opérationnels", l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué qui prennent collégalement les décisions stratégiques.

Les secteurs opérationnels, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont les secteurs France et International.

Le secteur France est composé des filiales ayant leur siège social en France métropolitaine.

Le secteur International est composé des filiales qui ont leur siège social dans les pays suivants : Argentine, Afrique du Sud, Brésil, Chine, Espagne, Ile de la Réunion, Indonésie, Maroc, Russie, Pologne et Taiwan.

Les actifs immobilisés sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles. Ils n'incluent pas les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles, les impôts différés actifs ou passifs et les actifs financiers non courants.

L'information sectorielle présentée aux principaux décideurs et relative aux opérations se poursuivant est présentée ci-après :

	30/06/2013			30/06/2012		
	France	Inter national	Total	France	Inter national	Total
Chiffre d'affaires	182 082	131 275	313 357	169 562	99 707	269 269
Chiffre d'affaires inter-secteurs	(1 898)	(734)	(2 632)	(958)	(312)	(1 270)
Chiffre d'affaires net	180 184	130 541	310 725	168 604	99 395	267 999
Résultat opérationnel courant	7 187	1 289	8 476	3 473	1 010	4 483
Résultat opérationnel	7 187	1 289	8 476	(2 915)	1 010	(1 905)
Flux de trésorerie généré par l'activité	1 772	9 786	11 558	6 755	(3 326)	3 429
Investissements	4 390	3 810	8 200	8 092	2 519	10 611
Actifs immobilisés	105 561	24 028	129 589	106 324	20 139	126 463
Effectifs	3 652	6 924	10 576	3 203	6 249	9 452

5 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET DE LEURS VARIATIONS

5.1 Notes sur le bilan

Note 1 : Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relations clientèles et autres	TOTAL
Valeur brute :				
Au 1er janvier 2013	60 641	9 206	503	70 350
Acquisitions	-	658	-	658
Cessions	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change	-	(123)	-	(123)
Reclassement	-	-	-	-

Au 30 juin 2013	60 641	9 741	503	70 885
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :				
Au 1er janvier 2013	-	6 148	89	6 237
Charge d'amortissements	-	682	18	700
Dépréciations	-	-	-	-
Cessions	-	2	-	2
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	-	(60)	-	(60)
Au 30 juin 2013	-	6 772	107	6 879
Montant net :				
Au 30 juin 2013	60 641	2 969	396	64 006

Il n'y a pas de restriction à l'utilisation par le Groupe de ses immobilisations.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des relations clientèles, des autres immobilisations incorporelles et des titres des entreprises associées est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Au 30 juin 2013, le Groupe a procédé à une revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des titres des entreprises associées. Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté.

Note 2 : Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels & équipements	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	TOTAL
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2013	47 626	38 786	19 941	1 688	108 041
Acquisitions	288	5 598	1 432	224	7 542
Cessions	(475)	(404)	(670)	-	(1 549)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change	(112)	(477)	(307)	(5)	(901)
Reclassement	-	1 648	-	(1 648)	-
Au 30 juin 2013	47 327	45 151	20 396	259	113 133
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2013	12 166	19 193	10 721	-	42 080
Charge d'amortissements	1 273	4 029	1 596	-	6 898
Dépréciations	-	-	-	-	-
Cessions	(64)	(266)	(743)	-	(1 073)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	(55)	(202)	(98)	-	(355)
Au 30 juin 2013	13 320	22 754	11 476	-	47 550
Montant net :					
Au 30 juin 2013	34 007	22 397	8 920	259	65 583

Note 3 : Clients et autres débiteurs courants

	30/06/2013	31/12/2012
Clients et comptes rattachés	105 060	95 359
Provisions pour dépréciation	(440)	(440)
Total des clients - valeur nette	104 620	94 919
Créances fiscales et sociales	19 554	15 655
Charges constatées d'avance	6 341	5 037
Total des autres créances - valeur nette	25 895	20 692

Note 4 : Trésorerie courante nette

	30/06/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 063	46 847
Découverts bancaires	(678)	(1 380)
Trésorerie courante nette	45 385	45 467

La trésorerie du Groupe qui ressort à 46.063 K€ au 30 juin 2013 comprend des liquidités, des dépôts bancaires à vue et des valeurs mobilières de placement de nature monétaire et des dépôts à terme pour un montant de 14.057 K€.

Note 5 : Capital émis et primes

	Primes en euros	Montant en euros	Nombre d'actions
Au 1er janvier 2013	49 562 119	2 737 240	5 474 480
Au 30 juin 2013	49 562 119	2 737 240	5 474 480

Le Groupe a une seule classe d'actions ordinaires donnant droit aux mêmes dividendes.

Note 6 : Passifs financiers

	30/06/2013	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Courants				
Emprunts bancaires	107	107		
Locations financements	10 534	10 534		
Affacturage	1 264	1 264		
Autres dettes financières	236	236		
Total courants	12 141	12 141		
Non courants				

Emprunts bancaires	160		160	
Locations financements	38 227		26 579	11 648
Autres dettes financières	2 500		2 500	
Total non courants	40 887		29 239	11 648
Total des dettes financières	53 028	12 141	29 239	11 648

Répartition des dettes financières par taux et par devises	Montants	Devise	Taux
Emprunt	267	PLN	Variable
Affacturage	1 264	EUR	Variable
Locations financements	1 638	BRL	Fixe
Locations financements	1 711	ARS	Fixe
Locations financements	273	PLN	Fixe
Locations financements	19 699	EUR	Fixe
Locations financements	25 402	EUR	Variable
Locations financements	38	Autres	Fixe
Autres dettes	149	MAD	Fixe
Autres dettes	2 587	EUR	Fixe
Totaux	53 028		

Note 7 : Provisions

	Risques sociaux et fiscaux	Risques d'exploitation	Avantages au personnel	Total
Au 1er janvier 2013	5 547	3 428	1 893	10 868
Dotations	738	720	137	1 595
Reprises utilisées	(835)	(781)		(1 616)
Reprises sans objet	(263)	-		(263)
Autres variations	(77)	(6)		(83)
Au 30 juin 2013	5 110	3 361	2 030	10 501
Dont provisions courantes	5 110	3 361	-	8 471
Dont provisions non courantes	-	-	2 030	2 030

Les provisions pour risques d'exploitation concernent principalement des litiges (clients, bailleurs, etc).

6.2 Notes sur le compte de résultat

Note 8 : Résultat financier

	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts et produits financiers assimilés	526	535
Total des produits financiers	526	535
Intérêts et charges assimilées	(2 140)	(1 818)
Comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers	150	(13)
Actualisation des éléments bilantiels	(99)	(20)

Autres charges financières	(113)	(154)
Total des charges financières	(2 202)	(2 005)
Total	(1 676)	(1 470)

Les intérêts et charges assimilées se rapportent essentiellement aux emprunts bancaires, dettes de location financement et découverts bancaires.

Note 9 : Impôts sur les sociétés

	30/06/2013	30/06/2012
Produit (charge) net d'impôt courant	(985)	2 001
Cotisation sur la valeur ajoutée	(1 667)	(1 658)
Total	(2 652)	343

Note 10 : Résultats nets par action

Le nombre moyen d'actions a évolué comme suit :

(en unités)	30/06/2013	30/06/2012
Nombre moyen d'actions émises	5 474 480	4 468 809
Nombre moyen d'actions propres	(6 885)	(3 464)
Nombre moyen d'actions	5 467 595	4 465 345
Bons de souscription d'actions	311 040	311 040
Nombre total moyen d'actions diluées	5 778 635	4 776 385

6.3 Autres informations

Note 11 : Variation du besoin en fonds de roulement

	30/06/2013	30/06/2012
Stocks	(4)	(3)
Créances clients	(11 577)	(6 505)
Dettes fournisseurs	7 270	4 678
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(4 311)	(1 830)
Autres créances	(5 643)	(3 670)
Autres dettes	8 958	5 116
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	3 315	1 446
Variation du besoin en fonds de roulement	(996)	(384)

Note 12 : Transactions avec des sociétés apparentées (parties liées)

Les transactions intervenues à des conditions normales de marché entre le Groupe et les sociétés apparentées sont les suivantes :

Société	Nature du lien	Nature de la transaction	Produit ou (charge)		Solde bilan débit ou (crédit)	
			30/06/2013	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2012
Comète	Dirigeant commun	Prestations de services	(180)	(180)	(290)	(262)
Immod	Actionnaire commun	Prestations de services	-	-	-	10
Les Parcs du Lubéron 1	Dirigeant commun	Prestations de services	-	1	-	-
Financière ID	Actionnaire commun	Prestations de services	176	178	210	-
SCI Financière ID Brebières II	Actionnaire commun	Location immobilière	(783)	-	452	-
SCI Financière ID Genlis	Actionnaire commun	Location immobilière	(126)			
SAS Logisitcs II	Actionnaire commun	Location immobilière	(36)			

Les transactions avec les entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence sont des prestations de services administratifs courants, conclues à des conditions normales de marché pour des montants totaux non significatifs au regard de l'activité du Groupe.

Note 13 : Rémunération des dirigeants

Le président du Conseil d'administration ne perçoit aucune rémunération de la part du Groupe. Il est rémunéré par la société Comète, dont il est actionnaire à 95,97% et qui a conclu des conventions de services avec différentes filiales du Groupe. Les services visés dans ces conventions comprennent notamment des prestations de management et de direction en matière de stratégie et de développement commercial.

Les montants relatifs aux prestations mentionnées ci-dessus sont indiqués en note 12.

Rémunérations brutes allouées aux autres membres du Conseil d'Administration

	30/06/2013	30/06/2012
Nature de la charge		
Rémunération brute totale	215	295
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat	-	-

Note 14 : Engagements et éventualités

Les engagements contractés par le groupe à la date de clôture sont les suivants :

	30/06/2013	31/12/2012
Engagements donnés		
Locations immobilières	100 027	51 434
Locations mobilières	33 723	20 210
Garanties maison mère pour le compte des filiales	16 212	7 255
DIF en nombre d'heures	259 776	246 760
Cautions bancaires	13 104	13 940

La ventilation des engagements donnés en matière de locations mobilières et immobilières est la suivante :

	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Au 30 juin 2013				
Locations immobilières	29 987	52 827	17 213	100 027
Location mobilières	13 485	20 186	52	33 723

Le montant des lignes de crédit autorisées non utilisées au 30 juin 2013 s'élève à 13.081 K€ sous forme de location financement et 11.753 K€ sous forme de crédit.

Note 15 : Evènements postérieurs à la clôture

Le 22 juillet 2013, le Groupe a finalisé l'acquisition de CEPL suite au protocole d'accord signé le 13 juin 2013 repris dans les évènements significatifs du semestre. Dans le cadre de cette acquisition, ID Logistics Group a procédé à une augmentation de capital par l'émission de 108401 actions nouvelles ID Logistics Group d'une valeur nominale de 0,50 € assortie d'une prime d'apport de 36,40€, soit un montant global de 3.999.996,90€ et a contracté un emprunt pour un montant de 75.000.000€. Les frais engagés pour l'acquisition de CEPL au 30 juin 2013 ont été comptabilisés en charges constatées d'avance pour un montant de 1.146 K€. L'allocation du prix d'achat est cours d'élaboration et les informations requises par IFRS 3R seront fournies au 31 décembre 2013.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

« Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ID LOGISTICS GROUP, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly sur Seine, le 28 août 2013
Les Commissaires aux comptes
Philippe JOUBERT
Deloitte & Associés
Représenté par
Albert Aidan »